



## **Marché de prestations de services N° 25C0200**

**Accord cadre à bons de commande sans minimum avec maximum**

**TRANSPORT - TRAITEMENT / VALORISATION  
DE DECHETS DES DECHETERIES  
DE CCCSPdR, CDZ ET CCHPB**

**Appel d'offres ouvert**

**RC**

**Règlement de consultation**

**Délai de remise des offres : 03/09/2025 à 12h00**

## TABLE DES MATIERES

1.	ORGANISATION DE LA COMMANDE AU NIVEAU DE L'ACHETEUR.....	3
2.	ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
3.	DEFINITION DES PRESTATIONS.....	3
4.	DECOUPAGE DES PRESTATIONS.....	3
5.	FORME(S) DU/DES MARCHE(S) .....	3
6.	DUREE DU MARCHE.....	3
7.	VARIANTES .....	3
8.	DELIVRANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	4
9.	MODIFICATIONS MAJEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
10.	MODIFICATIONS MINEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	4
11.	PRESENTATION DE CANDIDATURE.....	4
12.	PRESENTATION DE CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME .....	5
13.	CONDITIONS DE PARTICIPATION ET MOYENS DE PREUVE ACCEPTABLES .....	5
14.	FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS.....	6
15.	RESTRICTIONS LIEES A LA PRESENTATION DES CANDIDATURES .....	6
16.	CRITERES D'ATTRIBUTION.....	6
17.	COHERENCE DE L'OFFRE.....	8
18.	CONTENU DES OFFRES.....	8
19.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	8
20.	COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES CANDIDATS	9
21.	CONDITIONS GENERALES DE REMISE DES OFFRES .....	9
22.	SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT TRANSMIS PAR LE CANDIDAT .....	9
23.	ASSISTANCE AUX CANDIDATS ET ECHANGES D'INFORMATIONS .....	9
24.	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS .....	9
25.	VISITE DU SITE OU DES LOCAUX.....	9
26.	VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE .....	10

## **1. ORGANISATION DE LA COMMANDE AU NIVEAU DE L'ACHETEUR**

**Acheteur :** VALCOR

56 rue Neuve – Stang Argant – 29187 CONCARNEAU

Tél : 02.98.50.50.14 Courriel : [valcor@valcor.fr](mailto:valcor@valcor.fr)

L'acheteur agit en tant que pouvoir adjudicateur.

## **2. ETENDUE DE LA CONSULTATION**

Le présent appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique utilisant la technique d'achat de l'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum avec maximum fixé à 2 700 000 euros HT, conformément aux articles L2125-1, 1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

La présente consultation est une consultation initiale.

## **3. DEFINITION DES PRESTATIONS**

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Mise à dispositions des caissons, le transport, le traitement et/ou la valorisation des déchets encombrants et incinérables des déchèteries de la Communauté de Communes Cap Sizun – Pointe du Raz (CCCSPPdR), de la Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden (CCHPB) et de Douarnenez Communauté (DZC).

## **4. DECOUPAGE DES PRESTATIONS**

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par marché unique.

## **5. FORME(S) DU/DES MARCHE(S)**

Marché ordinaire.

## **6. DUREE DU MARCHE**

Les stipulations relatives aux durées et délais sont précisées à l'article "Durée du marché" du CCAP.

## **7. VARIANTES**

Le dépôt d'une variante sans chiffrer l'offre de base n'est pas admis.

L'acheteur ne limite pas le nombre de variantes pouvant être déposées par chaque candidat.

Les variantes proposées ne peuvent déroger aux exigences générales du marché et doivent présenter un intérêt pour VALCOR.

## 8. DELIVRANCE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Le DCE est composé des documents suivants :

- Règlement de Consultation
- Acte d'engagement
- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## 9. MODIFICATIONS MAJEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément à l'article R2151-4,2° du code de la commande publique, si des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation, l'acheteur proroge le délai de réception des offres à proportion de l'importance des modifications apportées. Aucune modification importante du cahier des charges ou des conditions de mise en concurrence ne peut avoir lieu sans que les candidats ne puissent disposer d'un minimum de 15 jours francs entre l'information faite aux candidats de la modification et la date limite de réception des offres.

## 10. MODIFICATIONS MINEURES DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 11. PRESENTATION DE CANDIDATURE

Conformément à l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'ils ont déjà transmis dans une précédente consultation et qui demeurent valables même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu.**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire type DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, précisant :
  - le nom et l'adresse du candidat
  - si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et du mandataire et répartition des prestations en cas de groupement conjoint
  - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-

5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire type DC2 à jour entièrement complété, précisant les renseignements demandés à l'article 13 - Conditions de participation et moyens de preuve acceptables ou les documents établissant ses capacités, tels que demandés à ce même article

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie

(<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

## **12. PRESENTATION DE CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME**

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne 2016/7, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du code de la commande publique.

L'acheteur ne met pas à disposition des candidats de DUME Acheteur. Cela signifie que les candidats doivent renseigner la première partie du DUME concernant les informations relatives à la procédure.

### **DUME électronique**

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature en utilisant le DUME électronique sous forme d'échange de données structurées.

### **Consignes pour remplir le DUME selon la forme de candidature optée par l'opérateur économique**

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les conditions de participation doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que l'acheteur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel ; à savoir les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernés et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

## **13. CONDITIONS DE PARTICIPATION ET MOYENS DE PREUVE ACCEPTABLES**

Les documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat sont :

- Indications concernant le chiffre d'affaires annuel général sur 3 ans.
- Références des principales fournitures ou des principaux services fournis sur 3 ans.
- Titres d'études et professionnels exigés du prestataire de services ou du contractant lui-même.

## 14. FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS

Dans le cas d'une candidature et d'une offre présentées par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

L'acheteur n'exige pas que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché.

## 15. RESTRICTIONS LIEES A LA PRESENTATION DES CANDIDATURES

La même entreprise peut présenter pour le marché plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

## 16. CRITERES D'ATTRIBUTION

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés notés sur 5 et énoncés ci-dessous :

### ❖ Critères de jugement des offres

Les offres seront analysées et classées en fonction des critères ci-dessous, chacun étant affecté d'une pondération. Le jugement des offres s'effectuera sur la base d'une note maximale de 100 points.

Critères	Pondération
Critère « VALEUR TECHNIQUE »	50 points
Critère « PRIX DES PRESTATIONS »	50 points

**Le critère « VALEUR TECHNIQUE » représentant 50 points est décomposé en six sous critères :**

Valeur technique	50 Points
<b>Sous-critère 1 : moyens matériels</b>	12 points
➤ Parc de véhicules	4 Points
<i>Liste des véhicules dédiés</i>	2 points
<i>Véhicule de secours disponible</i>	1 point
<i>Maintenance du parc de véhicules</i>	1 point
➤ Fourniture et caractéristiques des caissons	8 Points
<i>Nombre total</i>	2 points
<i>Volumes adaptés</i>	2 points
<i>Etat général, propreté, sécurité</i>	2 points
<i>Capacité à fournir un caisson de remplacement &lt;24h</i>	1 point
<i>Système anti-envols, anti-chute de déchets</i>	1 point

<b>Sous-critère 2 : moyens humains</b>	<b>6 points</b>	
<i>Présentation des équipes</i>	<i>1 point</i>	
<i>Présentation de l'équipe dédiée au contrat</i>	<i>2 points</i>	
<i>Formation des équipes (sécurité, éco conduite ...)</i>	<i>3 points</i>	
<b>Sous-critère 3 : organisation</b>	<b>12 points</b>	
<i>Proximité des déchèteries du centre d'exploitation</i>	<i>2 points</i>	
<i>Présentation des modalités d'organisation et de planification</i>	<i>2 points</i>	
<i>Disponibilité du service d'exploitation</i>	<i>2 points</i>	
<i>Délais d'intervention pour demande d'enlèvement d'urgence</i>	<i>2 points</i>	
<i>Moyen mis en place en cas de surcharge d'un caisson</i>	<i>2 points</i>	
<i>Suivi de la prestation et transmission des informations</i>	<i>2 points</i>	
<b>Sous-critère 4 : optimisation logistique</b>	<b>8 points</b>	
<i>Présentation des moyens matériels pour la compaction des déchets</i>	<i>1 point</i>	
<i>Planning d'intervention de compaction (fréquence)</i>	<i>3 points</i>	
<i>Optimisation des rotations en camion remorque</i>	<i>2 points</i>	
<i>Optimisation des transports vers les exutoires</i>	<i>2 points</i>	
<b>Sous-critère 5 : filières de traitement</b>	<b>9 points</b>	
<i>Hiérarchie des modes de traitement des "encombrants"</i>	<i>4 points</i>	
<i>Hiérarchie des modes de traitement des "incinérables détournés"</i>	<i>4 points</i>	
<i>Présentation du ou des sites de traitements</i>	<i>1 points</i>	
<b>Sous-critère 6 : optimisation environnementale</b>	<b>3 points</b>	
<i>Pertinence environnementale de l'offre : justification d'une utilisation rationnelle et efficace des énergies nécessaires, certification</i>	<i>3 points</i>	

Le barème des nombres de points attribués est le suivant :

Barème sur	Insuffisant	Moyen	Satisfaisant	Très satisfaisant
1 point	0,25	0,5	0,75	1,0
2 points	0,5	1,0	1,5	2,0
3 points	0,5	1,5	2	3,0
4 points	0,5	2,0	3,0	4,0

**Le critère « PRIX DES PRESTATION » représentant 50 points est calculé selon la formule suivante :**

- $N(i) = (MMD / M) \times 50$

Dans laquelle :

- N (i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (montant total hors TVA),
- M est le montant de l'offre du candidat,
- MMD est le montant de l'offre la moins-disante

Le montant de l'offre la moins-disante correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Cette note sera arrondie au 100<sup>ème</sup> supérieur si le millième est égal ou supérieur à 5, au 100<sup>ème</sup> inférieur si le millième est inférieur à 5.

Chaque candidat se verra attribuer une note finale obtenue après addition des notes pondérées.

A partir de ces notes finales, un classement des offres sera établi, la note totale pondérée la plus élevée correspondant à l'offre du mieux disant.

En cas d'ex æquo, le mieux disant des exæquos sera le candidat qui aura la meilleure note au premier critère du prix.

## **17. COHERENCE DE L'OFFRE**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## **18. CONTENU DES OFFRES**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ❖ Un acte d'engagement et ses éventuelles annexes, complété, paraphé, daté par le candidat
  - Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en euros.
  - Les candidats établissent un acte d'engagement
  - Les prix unitaires doivent être obligatoirement chiffrés.
- ❖ Le certificat de visite ci-joint dûment complété.
- ❖ Un mémoire justificatif dans lequel les candidats détaillent dans le mémoire technique les moyens humains, matériels et organisationnels qu'ils prévoient de mettre en œuvre pour l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du cahier des charges.

## **19. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 90 jours.



## **20. COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES CANDIDATS**

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures et des offres liées à la présente consultation sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre.

## **21. CONDITIONS GENERALES DE REMISE DES OFFRES**

Les candidatures ou offres sont transmises en une seule fois **via MEGALIS BRETAGNE**. (<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>).

Si plusieurs candidatures ou offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des candidatures ou offres sera ouverte.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- La présentation sur un support physique électronique n'est pas autorisée.
- L'envoi par voie postale n'est pas autorisé.
- La remise contre récépissé n'est pas autorisée.

**Les offres devront parvenir à destination avant le 03/09/2025 à 12h00**

## **22. SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT TRANSMIS PAR LE CANDIDAT**

Les candidats sont informés que l'acte d'engagement sera rematérialisé à l'issue de la procédure d'attribution du marché pour signature par le TITULAIRE et par le président de VALCOR.

## **23. ASSISTANCE AUX CANDIDATS ET ECHANGES D'INFORMATIONS**

Tous les échanges d'information entre VALCOR et les candidats sont formalisés par écrit.

## **24. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande au moyen du profil d'acheteur au plus tard avant le **25/08/2025 à 12h00**.

## **25. VISITE DU SITE OU DES LOCAUX**

Chaque candidat devra obligatoirement s'être rendu sur les sites, préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux et les locaux où les prestations doivent se dérouler et d'évaluer ainsi toutes les sujétions d'exécution du marché.

A cette fin, les candidats devront s'adresser à la personne ci-dessous désignée qui visera ou fera viser le certificat de visite joint en annexe au dossier de consultation des entreprises :

➤ Fabien LARVOR : 02 98 50 50 14 ou [fabien.larvor@valcor.fr](mailto:fabien.larvor@valcor.fr)

Chaque soumissionnaire devra obligatoirement joindre le certificat de visite à son offre.

## **26. VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE**

L'acheteur accepte comme preuve suffisante que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, les documents justificatifs suivants :

- Extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L2141-3 du code de la commande publique et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Déclaration sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-2 du code de la commande publique ou documents équivalents en cas de candidat étranger.
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 11 jours à compter de la date de réception de la demande émise par l'acheteur.

Cependant, ces pièces n'ont pas à être remises si le candidat a fait figurer dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation gratuite et en ligne par l'acheteur de ces mêmes pièces justificatives.

Une fois ces pièces remises, l'acte d'engagement est signé par l'attributaire, si celui-ci ne l'était pas initialement. En cas de groupement celui-ci sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.